

Entreprises

«LA PRIORITÉ EST D'ÉVITER LE REPLI SUR SOI»

Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de Commerce Luxembourg, décrit les outils mis à la disposition des PME pour mieux surmonter la crise actuelle et notamment l'Enterprise Europe Network (EEN). Il met l'accent sur les axes de diversification de l'économie et adresse un message clair aux partis politiques à un peu plus de deux mois des élections.

Nicolas Raulot (interview), David Laurent/Wide (photos)

Monsieur Gramegna, les PME traversent de grandes difficultés. Quelles mesures sont prises pour les aider? «Rappelons tout d'abord qu'il existe 23 millions de PME dans l'Union Européenne. Elles représentent 99% de toutes les entreprises, 57% de la valeur ajoutée totale de l'économie, 75 millions d'emplois et 67% de l'emploi privé. Un arsenal de mesures et d'aides leur sont en effet réservées car elles ont besoin d'être davantage encouragées à exporter et à se développer que les grandes entreprises, censées disposer de plus de ressources, de filiales à l'étranger... Les dispositifs en place viennent d'être renforcés avec l'**Enterprise Europe Network** (EEN) qui est déjà opérationnel.

De quoi s'agit-il? «L'EEN résulte de la fusion de deux réseaux communautaires, les Euro Info Centres (EIC) lancés en 1987 par la Commission européenne dans le but d'offrir aux entreprises un service d'information et d'assistance, et les Centres Relais Innovation (CRI) nés en 1995 et spécialisés dans l'innovation technologique. En rassemblant le savoir-faire des uns et des autres, la Commission européenne donne à ce réseau un nouvel élan, plus de consistance et de valeur ajoutée, en même temps qu'elle uniformise les fonctionnements administratifs. Ce guichet unique va aussi offrir à la Commission une caisse de résonance pour toutes les initiatives qu'elle prend en faveur des PME. Au Luxembourg, les piliers et le relai de ce réseau sont la **Chambre de Commerce**, la **Chambre des métiers** et **Luxinnovation**.

Concrètement, qu'est-ce que ça change pour une PME? «Avec ce réseau, les PME participent à des foires de façon plus efficace, que ce soit au Luxembourg ou à l'étranger, accèdent à de nouveaux partenaires, de nouveaux clients à l'étranger, grâce à des opérations de *matching*. EEN offre des points de chute dans toute l'Union Européenne. En outre, la Chambre de Commerce et la Chambre des artisans de Stuttgart ont inventé un concept, qui s'appelle b2fair. Il s'agit d'une plate-forme qui

permet d'organiser des contacts entre les différents exposants d'une foire. Elle fonctionne très bien et a été copiée, de nombreuses institutions de toute l'Europe se joignant à cette initiative.

Ces efforts de communication et de coopération sont-ils dictés par une tendance au retour du protectionnisme? «Il ne faut jamais sous-estimer le risque de protectionnisme. Pour l'instant, les gouvernements ont toutefois résisté aux tentations. L'Europe, dépourvue de barrières physiques, administratives entre ses pays membres et dotée d'une monnaie unique, devrait réussir à éviter cet écueil. Le Luxembourg réalise 85% de ses exportations vers l'Europe.

Il faut toutefois reconnaître que les plans de relance concoctés par les différents gouvernements manquent singulièrement de coordination. C'est vrai à l'échelle mondiale, dans la mesure où le plan américain n'est pas coordonné avec les autres pays. Mais c'est également vrai en Europe – ce qui est plus grave – entre les pays membres. Il serait pourtant nécessaire de les coordonner pour éviter qu'ils n'aient des effets contraires et s'annulent partiellement. Comme les économies européennes sont très interdépendantes, il faut faire en sorte qu'on tire un peu dans la même direction. La zone euro se prête d'ailleurs très bien à la coordination, puisque nous avons une monnaie commune, des clignotants pour la gestion des déficits publics...

Existe-t-il d'autres initiatives récentes que l'EEN en faveur des PME? «Je salue l'augmentation de l'aide à l'investissement qui vient d'être décidée à la Tripartite. Il y a quelques semaines, l'Europe a par ailleurs décidé d'augmenter les prêts de la **BEI** (Banque Européenne d'Investissement), en particulier en faveur des PME, dont l'enveloppe a été augmentée de 30 milliards d'euros sur les cinq prochaines années. Les PME ont particulièrement besoin de crédit en cette période de crise.

Même si elles s'en défendent, les banques sont justement accusées de ne pas faire leur travail. Qu'en pensez-vous? «Au Luxembourg, les banques connaissent très bien la situation économique de

Parcours

UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE

Diplômé en sciences économiques, en droit civil et en droit communautaire, Pierre Gramegna a mené une carrière internationale avant de prendre en 2002 la direction de la Chambre de Commerce, institution de droit public qui compte 35.000 membres affiliés. Né le 22 avril 1958 à Esch-sur-Alzette, il fut successivement conseiller en affaires politiques et économiques auprès de l'ambassade du Grand-Duché à Paris (1988-1992), ville où il a fait ses études et rencontré son épouse française, puis consul général et directeur exécutif du Luxembourg Board of Economic Development à San Francisco (1993-1996) et enfin ambassadeur du Grand-Duché au Japon (1996-2002). Pierre Gramegna est également administrateur de Cargolux (dont il a aussi été président entre 2004 et 2008), de la SNCI, de la Bourse de Luxembourg. ● N.R.

leurs clients. Les difficultés ne sont donc pas là. En revanche, à l'échelle internationale, elles sont confrontées à un environnement tout à fait néfaste et ne se prêtent pas entre elles, ce qui augmente leurs coûts de refinancement. Le gouvernement encourage le crédit, mais c'est la banque qui doit prendre la décision. Cela dit, d'après les informations que j'ai, et j'en parle beaucoup autour de moi, la situation au Luxembourg est plutôt plus favorable qu'à l'étranger, s'agissant de l'obtention de crédit. Et puis la SNCI (Société Nationale de Crédit et d'Investissement) est particulièrement attentive à cette situation (*Pierre Gramegna est administrateur de la SNCI, ndlr*). Celle-ci accorde des crédits d'équipement et de long terme aux entreprises. Cette banque publique est discrète, mais elle est fidèle au poste.

Lors d'une conférence de presse récente, la Luxembourgeoise Viviane Reding, commissaire responsable de la société de l'information et des médias, a mis en avant le dynamisme de la création d'entreprises aux Etats-Unis en comparaison de l'Europe. Comment l'expliquez-vous? «Je vois notamment deux explications. La première, c'est que le droit de la faillite américain n'est pas aussi restrictif que chez nous, où il est très difficile de se relever d'un échec. Il faudrait s'en inspirer, à la fois au Luxembourg et en Europe Continentale. La seconde, c'est que la mentalité des Américains est davantage portée sur le risque et la mobilité géographique que la nôtre.

Les entreprises ne sont-elles pas tentées, dans la période actuelle, de se délocaliser vers des lieux où la fiscalité est moins lourde? Ne faut-il pas aller vers plus d'harmonisation en ce domaine? «Le souci principal des entreprises en ce moment n'est ni de délocaliser, ni de chercher des régimes plus ou moins favorables au sein de l'Europe ou en dehors. Il s'agit pour elles d'écouler leur production et de relancer la machine. Vous savez, quand vous faites des pertes, le sujet de la fiscalité devient moins important. La délocalisation comprend par ailleurs une prise de ris-



«Il y a deux, trois axes à haute valeur ajoutée où se dessine un potentiel intéressant».

Pierre Gramegna (Chambre de Commerce)

que et nécessite de comprendre, de connaître le pays dans lequel on s'installe. En revanche, les entreprises devraient être particulièrement attentives et dynamiques sur les marchés extérieurs. La priorité est d'éviter le repli sur soi. C'est heureusement une évidence pour beaucoup d'entreprises luxembourgeoises, car notre marché est petit. Et pour l'instant, nous nous réjouissons de constater qu'elles continuent de participer avec vigueur à nos missions économiques, aux foires...

Les entreprises ne s'y perdent-elles pas dans la multitude de leurs interlocuteurs au Luxembourg: UEL, Fedil, Chambre de Commerce...? «La Chambre de Commerce a une vocation beaucoup plus large que la Fedil et nos rôles sont complémentaires. La Fedil est une fédération qui regroupe surtout des moyennes et grandes entreprises, à caractère surtout industriel et qui a une

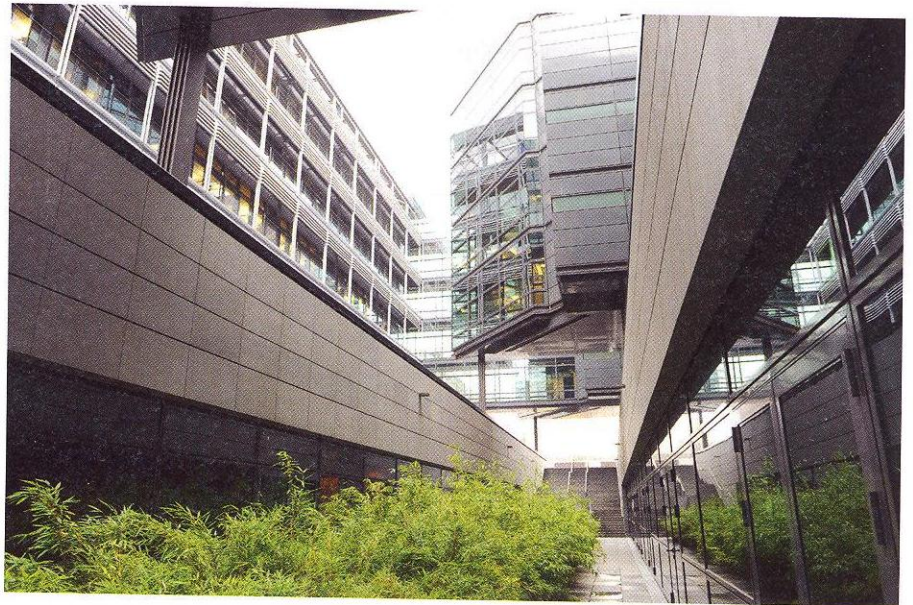
vocation de *lobby*, de défense des intérêts de ses membres en priorité. Tandis que la Chambre de Commerce a une palette beaucoup plus large. Elle rassemble tous les secteurs de l'économie, y compris les banques, à l'exclusion des artisans gérés par la Chambre des métiers.

La Chambre de Commerce défend l'intérêt économique général, pas des intérêts sectoriels. Nous offrons des services, que ce soit de la formation ou de l'accompagnement des entreprises, qui vont bien au-delà de ce que peuvent faire les associations. *Last but not least*, de par la loi, nous avons l'obligation d'émettre des avis sur la législation.

Le Luxembourg doit-il davantage mettre l'accent sur l'industrie? «La crise financière a mis en évidence, plus qu'on ne l'aurait souhaité, la dépendance très grande à l'égard du secteur financier. } 1

«La cohésion sociale et l'action concertée sont des éléments essentiels en période de crise pour avancer».

Pierre Gramegna (Chambre de Commerce)



Malgré une prise de conscience antérieure et les efforts de diversification entrepris auparavant, cela n'a pas été facile, en raison de la forte croissance du secteur financier. La diversification est fondamentale. Il y a deux, trois axes à haute valeur ajoutée où se dessine un potentiel intéressant, comme celui de la logistique dont le gouvernement a décidé de faire une priorité, avec la création d'un cluster (lire page 68). Rappelons que de grandes entreprises du secteur, comme Kuehne+Nagel, Panalpina sont déjà présentes au Luxembourg. Il faut aussi savoir que l'aéroport de Luxembourg est le cinquième en Europe pour le fret aérien, notamment en raison du succès de Cargolux (dont Pierre Gramegna est administrateur et ancien président, nldr). Et puis, CFL Cargo se développe également très bien.

Autre axe: celui des technologies de la santé, où le gouvernement a fait un investissement considérable dans des projets communs avec des laboratoires américains dans la biomédecine, la médecine préventive. Le tout se situera à Belval, près de l'université. Il s'agit d'un deuxième secteur tout à fait prometteur.

Enfin, la diversification doit s'appliquer aussi à la place financière, qui doit davantage faire sa promotion à l'extérieur via Luxembourg for Finance. Il faut fidéliser les clients, en trouver de nouveaux et leur expliquer l'ampleur des services qui sont offerts au Luxembourg et qui vont bien au-delà de ce qu'on peut penser parfois.

De manière générale, la crise n'a pas que des côtés négatifs. Elle nous fait toujours réfléchir aux choses essentielles et nous oblige à ouvrir les yeux sur nos forces et nos faiblesses. C'est vrai pour un pays, c'est vrai pour une entreprise, c'est vrai pour un individu. Quand on fait une bonne analyse des forces et faiblesses, on trouve des opportunités. Je suis persuadé que le Luxembourg trouvera des

niches, des opportunités pour être prospère demain comme il l'est aujourd'hui. Le caractère chinois qui veut dire crise signifie aussi opportunité.

Si vous aviez un message à faire passer aux partis politiques en cette période électorale et de crise, quel serait-il? «C'est un message très simple. La plus grande force du Luxembourg, c'est d'avoir de la cohésion sociale et d'agir de concert, comme cela se passe au travers du système de la Tripartite. La cohésion sociale et l'action concertée sont des éléments essentiels en période de crise pour avancer. C'est un appel, mais pas un appel inquiet car je suis sûr que ça se passera ainsi. Quand je vois les difficultés qu'ont d'autres pays pour se mettre d'accord sur des stratégies, des priorités, je me dis que notre petit pays peut aussi avoir des avantages. En ce sens, je crois que le Luxembourg est bien armé. Il est bien armé aussi car la situation financière est saine et permet de prendre des initiatives et des mesures de relance.

En parlant de cohésion sociale, les plans sociaux et les licenciements deviennent fréquents au Luxembourg. Cela vous inquiète-t-il?

«Le fait qu'il y ait des licenciements, du chômage partiel, des plans de maintien dans l'emploi montre que la situation est sérieuse, mais aussi qu'il y a un filet de sécurité sociale très étendu et très efficace au Luxembourg. Des mesures récentes ont d'ailleurs été prises par le gouvernement pour réduire les charges des entreprises dans le contexte du chômage partiel. Ce sont de bonnes mesures au bon moment.

On entend également beaucoup parler de lourdeurs administratives... «Alors ça, c'est un vrai problème en effet! Nous avons des lourdeurs administratives qui se sont accrues ces dix, quinze dernières années. Au point que beaucoup de décisions au Luxembourg prennent beaucoup trop de temps. On s'en est rendu compte récemment dans la Tripartite. Même avec de l'argent et même quand c'est le gouvernement lui-même qui veut faire avancer certains chantiers, les procédures sont trop longues. Les autorisations pour des constructions peuvent prendre des années. Et cela touche particulièrement les PME». Un paquet de mesures a été décidé en ce sens par le gouvernement le 6 mars». ●